

§ 2. De individuele referentiehoeveelheid melk die het voorwerp heeft uitgemaakt van de tijdelijke afstand overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten wordt toegevoegd aan de individuele referentiehoeveelheid bedoeld in § 1 van de landbouwer-overnemer en, omgekeerd, afgetrokken van de referentiehoeveelheid van de landbouwer-overlater.

§ 3. De individuele referentiehoeveelheid die in aanmerking komt is evenwel de hoeveelheid op 1 april van het lopende kalenderjaar in volgende gevallen :

- indien de landbouwer overdrager of overnemer is van een referentiehoeveelheid tijdens de periode die eindigt op 31 maart van het lopende kalenderjaar maar met uitwerking op de eerstvolgende 1e april overeenkomstig de artikelen 1.15, 5, 9, 10 en 14 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004;

- indien de landbouwer overdrager of verkrijger is van een referentiehoeveelheid tijdens de periode die eindigt op 31 maart van het lopende kalenderjaar maar met uitwerking op de eerstvolgende 1 april, overeenkomstig artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004.

#### HOOFDSTUK III. — *Algemene bepalingen*

**Art. 8.** De betaling wordt geweigerd aan de producenten die op kunstmatige manier de voorwaarden tot stand hebben gebracht om de zoogkoeienpremie te verkrijgen.

**Art. 9.** Het nagaan van de inachtneming door de landbouwer van de verplichtingen van de zoogkoeienpremie-regeling wordt verricht door de personeelsleden van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 10.** Het bestuur wordt belast met de betaling van de premies en met de inning van de onverschuldigd betaalde bedragen.

**Art. 11.** Bij bedragen die onverschuldigd betaald worden ten gevolge van de niet-naleving van de verbintenissen en/of ten gevolge van een valse aangifte van de landbouwer en die teruggeïnd dienen te worden, worden die onverschuldigde bedragen vermeerderd met een intrest tegen de wettelijke rentevoet.

Ongeacht de steunregeling die door het bestuur beheerd wordt, kan het bestuur bij een onverschuldigd gestort bedrag of bij een bijkomende heffing, een compensatie verrichten met elk ander steunbedrag dat aan de producent verschuldigd is.

**Art. 12.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2007.

Namen, 9 januari 2008.

B. LUTGEN

#### MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2008 — 471

[2008/200474]

#### **21 JANVIER 2008. — Arrêté ministériel fixant les modalités d'application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante**

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 1276/2007 de la Commission du 29 octobre 2007;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 en ce qui concerne les régimes d'aide prévus aux titres IV et IVbis dudit Règlement et l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières;

Vu l'article 3, § 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée en dernier lieu par la loi du 5 février 1999 et par la loi du 28 mars 2003 modifiant l'arrêté royal du 22 février 2001 organisant les contrôles effectués par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire et modifiant diverses dispositions légales;

Vu l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 13 février 2006;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers, modifié en dernier lieu le 18 octobre 2007;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'autorité fédérale approuvée le 7 janvier 2008;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 octobre 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2007;

Vu l'avis 43.762/4 du Conseil d'Etat, donné le 14 novembre 2007, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que les modalités d'octroi aux agriculteurs de droits à la prime à la vache allaitante s'appliquent à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2008;

Considérant que les agriculteurs doivent être informés au plus tôt de ces modalités;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour verser la prime à la vache allaitante aux agriculteurs ou en cas de retard dans la mise en application des réglementations concernées ou en cas de mauvaise application,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1<sup>o</sup> "arrêté du Gouvernement wallon" : l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif à la prime à la vache allaitante;

2<sup>o</sup> "troupeau" : l'ensemble des bovins tel que défini à l'article 1<sup>er</sup>, point 7<sup>o</sup>, de l'arrêté royal du 8 août 1997 relatif à l'identification, l'enregistrement et aux modalités d'application de l'épidémiologie-surveillance des bovins;

3° "Sanitel" : le système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des bovins;

4° "passeport" : le document visé à l'article 16 de l'arrêté royal du 8 août 1997 précité.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** En application de l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon, un formulaire de demande de transfert de droits à la prime à la vache allaitante avec reprise totale d'exploitation doit être envoyé par lettre recommandée à la Direction des Services extérieurs compétente de l'administration, ou y être déposé contre récépissé, soit au cours du mois de février de l'année considérée, soit à l'introduction de la demande de prime à la vache allaitante de la campagne de la même année. La date du cachet de la poste sur l'enveloppe ou la date du récépissé fait foi pour la date d'introduction de la demande de transfert de droits.

Le cédant doit céder, de manière définitive, au preneur, la totalité de ses droits à la prime à la vache allaitante ainsi que la totalité de son exploitation c'est-à-dire toutes les unités de production dont il dispose au moment du transfert de ses droits à la prime à la vache allaitante vers le preneur. A cet effet, un acte d'achat, de location, de succession ou une convention de reprise avec un inventaire doit être joint au formulaire de demande de transfert visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Au jour du transfert des droits à la prime à la vache allaitante, le cédant perd sa qualité d'agriculteur et ne peut plus exercer une activité agricole.

La reprise d'activité dans le chef du cédant ne pourra intervenir que sur une exploitation sans rapport avec la précédente en ce qui concerne les terres, les bâtiments et le cheptel.

Le formulaire de demande de transfert de droits visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, doit être signé conjointement par le cédant et par le preneur.

Lorsque le cédant est un groupement de personnes physiques, le formulaire de demande de transfert de visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, doit être signé par tous membres de ce groupement. Si le cédant est une personne morale, il doit être signé par tous les gérants ou administrateurs de cette personne morale.

§ 2. En application de l'article 4, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon, un formulaire de demande de transfert de droits à la prime à la vache allaitante sans reprise totale d'exploitation doit être envoyée par lettre recommandée à la Direction des Services extérieurs compétente de l'administration, ou y être déposé contre récépissé au cours du mois de février de l'année considérée.

La date du cachet de la poste sur l'enveloppe ou la date du récépissé fait foi pour la date d'introduction de la demande de transfert de droits. Le transfert ne peut porter sur un nombre de droits inférieur à l'unité que s'il correspond à la totalité des droits du cédant.

Le formulaire de demande de transfert de droits visé au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, doit être signé conjointement par le cédant et par le preneur.

Lorsque le cédant est un groupement de personnes physiques, le formulaire de demande de transfert de visé au § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, doit être signé par tous membres de ce groupement. Si le cédant est une personne morale, il doit être signé par tous les gérants ou administrateurs de cette personne morale.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Pour pouvoir bénéficier de la prime à la vache allaitante, l'agriculteur doit introduire une demande de prime dans la période allant du 1<sup>er</sup> mai au 30 septembre de l'année concernée au moyen d'un formulaire officiel. Ce formulaire est envoyé d'office à tout agriculteur disposant de droits à la prime.

L'agriculteur visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> n'ayant pas reçu de formulaire peut se procurer un duplicata auprès de la Direction des Services extérieurs compétente.

§ 2. Le formulaire de demande est transmis à l'agriculteur en double exemplaire. La copie lui est destinée. L'original dûment complété et signé doit être introduit sous pli recommandé auprès de la Direction des Services extérieurs compétente, ou doit y être déposé contre récépissé. La date du cachet de la poste sur l'enveloppe ou la date du récépissé fait foi pour la date d'introduction de la demande de prime.

§ 3. Une seule demande de prime est autorisée par agriculteur et par an.

§ 4. Sur son formulaire de demande de prime, l'agriculteur doit indiquer le nombre de vaches allaitantes et de génisses pour lesquelles il souhaite obtenir la prime.

§ 5. Afin de déclarer l'endroit de détention, comme prévu à l'article 16 du Règlement (CE) n° 796/2004 précité, l'agriculteur doit, pour chaque vache allaitante pour laquelle il demande la prime, déclarer dans quelle unité de production se trouvera cette vache allaitante durant la période de détention complète. Au cas où des vaches allaitantes déclarées se trouveraient, durant la période de détention considérée, également sur d'autres terres que celles déclarées dans la déclaration de superficie de la même année, l'agriculteur doit en avvertir préalablement l'administration, faute de quoi les bovins seront considérés comme absents de l'exploitation, sans préjudice d'autres sanctions éventuelles.

Lorsqu'un agriculteur a officiellement reçu l'autorisation, par dérogation à l'article 31, alinéa 2, de l'arrêté royal du 8 août 1997 précité, de détenir les vaches allaitantes pour lesquelles il demande la prime dans un troupeau pour lequel les documents d'identification mentionnent une adresse autre que l'adresse principale du troupeau, il doit ajouter à sa demande une copie de cette autorisation datée et signée par l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire. Cette dérogation ne peut être prise en compte que si les deux unités de production entre lesquelles les mouvements sont autorisés sans avoir recours aux procédures habituelles d'achat, sont exploitées par le même agriculteur.

§ 6. Trois semaines après l'introduction de la demande, un accusé de réception est envoyé à l'agriculteur, reprenant toutes les données d'identification de son exploitation, les lieux de détention des bovins tels que déclarés sur son formulaire, ainsi que les numéros des bovins de l'exploitation retenus comme vaches allaitantes et comme génisses primées, et les numéros des autres bovins présents sur l'exploitation. A dater de l'envoi de cet accusé de réception, l'agriculteur dispose de dix jours calendrier afin d'apporter d'éventuelles modifications à sa demande. En absence de réaction de l'agriculteur dans le délai précité, les données reprises sur cet accusé de réception sont considérées comme acceptées par l'agriculteur.

§ 7. Le demandeur doit, durant toute la période de détention, communiquer à la Direction des Services extérieurs compétente, par écrit et dans les dix jours calendrier qui suivent l'événement, toute diminution sans remplacement du nombre déclaré de vaches allaitantes ou tout dépassement du nombre maximal de génisses prescrit, comme prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 précité, article 125,

§ 2. Chaque diminution ou tout dépassement doit être justifié par des preuves.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Les conditions suivantes doivent être satisfaites pour tout bovin femelle au moment de l'introduction de la demande :

1° le bovin femelle doit avoir vêlé au moins une fois et être mentionné comme mère d'un veau dans Sanitel ou, en cas de génisse, avoir au moins huit mois;

2° le bovin femelle doit appartenir à une race à orientation viandeuse ou résulter du croisement avec une telle race et être enregistré dans Sanitel comme étant de type racial viandeux ou mixte;

3° le bovin femelle ne peut pas avoir été éligible dans la demande de prime d'un autre agriculteur durant la même campagne;

4° le bovin femelle doit appartenir à un troupeau de bovins femelles destiné à l'élevage de veaux pour la production de viande. Sauf cas exceptionnels, un troupeau ne peut être considéré comme un troupeau de bovins femelles destiné à l'élevage de veaux pour la production de viande, que si, pendant l'année civile durant laquelle la demande est introduite, les conditions suivantes sont remplies :

a) dans ce troupeau, le nombre de naissance de veaux de type racial viandeux ou mixte enregistrés dans Sanitel s'élevé au minimum à :

1) 70 % du nombre de vaches allaitantes pour lequel l'agriculteur a demandé la prime, s'il demande la prime pour 14 bovins ou plus;

2) 60 % du nombre de vaches allaitantes pour lequel l'agriculteur a demandé la prime, s'il demande la prime pour moins de 14 bovins et plus de 7 bovins;

3) 50 % du nombre de vaches allaitantes pour lequel l'agriculteur a demandé la prime, s'il demande la prime pour 7 bovins ou moins;

b) au moins 50 % du nombre de veaux déterminé selon le point a) sont détenus dans le troupeau pendant une période minimale de trois mois;

5° en cas de bovin femelle acheté, celui-ci doit, sauf cas exceptionnels, vèler au moins une fois dans l'exploitation du demandeur de prime et être enregistré dans Sanitel comme mère du veau considéré. Si un bovin femelle acheté retenu dans la demande de prime quitte l'exploitation, quelle qu'en soit la raison, sans avoir vèlé au moins une fois durant son séjour dans l'exploitation, aucune prime n'est octroyée pour le bovin en question. En outre, l'agriculteur doit communiquer à l'administration la sortie du bovin concerné dans les dix jours calendrier suivant cette sortie, sous peine d'application des sanctions prévues à l'article 59 du Règlement (CE) n° 796/2004 précité.

§ 2. Les bovins qui sont utilisés comme animaux de remplacement durant la période de détention doivent satisfaire aux conditions stipulées au § 1<sup>er</sup>.

§ 3. Un bovin femelle qui satisfait aux conditions stipulées au § 1<sup>er</sup> est appelé vache allaitante au sens du présent arrêté.

§ 4. Pour que l'agriculteur puisse bénéficier de la prime à la vache allaitante, tous les bovins de son exploitation doivent être identifiés et enregistrés conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 8 août 1997.

Dans le cas où des bovins éligibles de plusieurs agriculteurs appartiennent à un troupeau Sanitel commun, la prime à la vache allaitante n'est octroyée que si, avant l'introduction de la demande, la relation "bovin-unité de production" est enregistrée dans Sanitel pour chaque bovin de l'agriculteur et si cette relation est actualisée de manière permanente et conforme.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Le nombre de vaches laitières nécessaires à la production des quantités de référence de lait attribuées au producteur au 31 mars de l'année pour laquelle la prime est demandée, est déterminé au moyen du rendement laitier moyen théorique par vache tel que fixé par le Règlement (CE) n° 1973/2004 précité ou au moyen du rendement laitier moyen réel (du troupeau laitier) de l'exploitation établi pour l'année précédant la demande de prime. Le cas échéant, l'agriculteur autorise l'association agréée en application de l'arrêté ministériel du 27 février 1991 relatif à l'amélioration de l'espèce bovine à communiquer ce rendement à l'administration. A défaut, il appartient à l'administration de vérifier auprès de l'association agréée susmentionnée l'exactitude des données de contrôle laitier qui lui sont communiquées par l'agriculteur.

§ 2. La quantité de référence individuelle de lait ayant fait l'objet de cession temporaire conformément à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004 relatif à l'application du prélèvement supplémentaire dans le secteur du lait et des produits laitiers, est ajoutée à la quantité de référence individuelle, visée au § 1<sup>er</sup>, de l'agriculteur-cessionnaire et inversement déduite de la quantité de référence de l'agriculteur-cédant.

§ 3. Toutefois, la quantité de référence individuelle éligible est celle au 1<sup>er</sup> avril de l'année civile en cours dans les cas suivants :

- lorsque l'agriculteur est cédant ou cessionnaire d'une quantité de référence durant la période qui se termine le 31 mars de l'année civile en cours, en application des articles 1.15, 5, 9, 10 et 14 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004;

- lorsque l'agriculteur est cédant ou attributaire d'une quantité de référence durant la période qui se termine le 31 mars de l'année civile en cours, en application de l'article 15 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 septembre 2004.

**Art. 6.** Le paiement sera refusé aux agriculteurs qui ont créé artificiellement les conditions pour obtenir la prime à la vache allaitante.

**Art. 7.** Le contrôle du respect par l'agriculteur des obligations du régime de la prime à la vache allaitante est effectué par les agents de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne.

**Art. 8.** L'administration est chargée du paiement des primes ainsi que du recouvrement des montants indûment payés.

**Art. 9.** En cas de montants versés indûment suite à un non-respect des engagements et/ou à une fausse déclaration de l'agriculteur et devant être recouverts, ces montants indus sont majorés d'un intérêt au taux légal.

Quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, en cas de montant indûment versé ou de prélèvement supplémentaire, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide dû à l'agriculteur.

**Art. 10.** Sous peine de forclusion, le recours contre les décisions prises en application de l'arrêté du Gouvernement wallon et du présent arrêté doit être introduit, sous peine de nullité, par lettre recommandée auprès de l'administration dans le mois qui suit la communication de la décision.

L'introduction d'un recours n'a aucune influence sur la suspension d'une éventuelle demande de remboursement des montants indûment payés.

**Art. 11.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Namur, le 21 janvier 2008.

B. LUTGEN

## ÜBERSETZUNG

## MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2008 — 471

[2008/200474]

**21. JANUAR 2008 — Ministerialerlass zur Festlegung der Durchführungsbestimmungen zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie**

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 1276/2007 der Kommission vom 29. Oktober 2007;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und *IVbis* der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen;

Aufgrund von Artikel 3, § 1, 2° des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, zuletzt abgeändert durch das Gesetz vom 5. Februar 1999 und das Gesetz vom 28. März 2003 zur Änderung des Königlichen Erlasses vom 22. Februar 2001 zur Organisierung der durch die Föderalagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette vorgenommenen Kontrollen und zur Abänderung verschiedener gesetzlicher Bestimmungen;

Aufgrund des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 13. Februar 2006;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Anwendung der Erhebung im Sektor Milch und Milcherzeugnisse, zuletzt abgeändert am 18. Oktober 2007;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie;

Aufgrund der am 7. Januar 2008 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 19. Oktober 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 25. Oktober 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 14. November 2007 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 43.762/4;

In der Erwägung, dass diese neuen Modalitäten für die Gewährung von Ansprüchen auf die Mutterkuhprämie an die Landwirte rückwirkend ab dem 1. Januar 2008 anwendbar sind;

In der Erwägung, dass die Landwirte so schnell wie möglich von diesen Modalitäten in Kenntnis zu setzen sind;

In der Erwägung, dass bei Missachtung der durch die europäische Regelung vorgeschriebenen Fristen für die Zahlung der betreffenden Mutterkuhprämien an die Landwirte oder für den Fall, dass die betreffende Regelung verspätet oder unangemessen umgesetzt wird, Sanktionen vorgesehen sind

Beschließt:

**Artikel 1** - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Erlass der Wallonischen Regierung": der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Januar 2008 bezüglich der Mutterkuhprämie;

2° "Herde": die gesamten Rinder, wie sie in Artikel 1, Punkt 7° des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 über die Identifizierung, die Registrierung und die Modalitäten für die Anwendung der epidemiologischen Überwachung von Rindern bestimmt sind;

3° "Sanitel": das automatisierte System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Rinder;

4° "Pass": das in Artikel 16 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 8. August 1997.

**Art. 2** - § 1. In Anwendung von Artikel 4, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung muss ein Antragsformular zur Übertragung von Ansprüchen auf die Mutterkuhprämie mit vollständiger Betriebsübernahme entweder im Laufe des Monats Februar des betroffenen Jahres oder bei der Einreichung des Antrags auf die Mutterkuhprämie desselben Wirtschaftsjahres an die zuständige Direktion der Außendienststellen der Verwaltung per Einschreiben gerichtet oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben werden. Als Tag des Antrags auf Übertragung von Ansprüchen gilt das Datum des Poststempels auf dem Umschlag oder das Datum der der Empfangsbestätigung.

Der Überlasser muss dem Übernehmer die Gesamtheit seiner Ansprüche auf die Mutterkuhprämie sowie die Gesamtheit seines Betriebs, d.h. die gesamten Produktionseinheiten, über die er zum Zeitpunkt der Übertragung seiner Ansprüche auf die Mutterkuhprämie auf den Übernehmer verfügt, endgültig überlassen. Zu diesem Zweck muss ein Kaufvertrag, ein Pachtvertrag, eine Erbschaftsurkunde oder eine Überebnahmevereinbarung dem im ersten Absatz erwähnten Antragsformular zur Übertragung beigelegt werden.

Am Tag der Übertragung der Ansprüche auf die Mutterkuhprämie verliert der Überlasser seine Eigenschaft als Landwirt und darf er keine landwirtschaftliche Tätigkeit mehr ausüben.

Die Wiederaufnahme einer Tätigkeit durch den Überlasser muss auf einem Betrieb stattfinden, der in keiner Beziehung zu dem vorherigen steht (andere Ländereien, Gebäude und Viehbestände).

Das in Absatz 1 erwähnte Formular muss gemeinsam vom Überlasser und vom Übernehmer unterschrieben werden.

Wenn der Überlasser ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist, muss das in Absatz 1 erwähnte Formular von den gesamten Mitgliedern dieses Zusammenschlusses unterschrieben werden. Wenn der Überlasser eine juristische Person ist, muss es von den gesamten Geschäftsführern oder Verwaltern unterschrieben werden.

§ 2. In Anwendung von Artikel 4, Absatz 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung muss ein Antragsformular zur Übertragung von Ansprüchen auf die Mutterkuhprämie mit vollständiger Betriebsübernahme im Laufe des Monats Februar des betreffenden Jahres an die zuständige Direktion der Außendienststellen der Verwaltung per Einschreiben gerichtet oder dort gegen Empfangsbestätigung abgegeben werden.

Als Tag der Einreichung des Antrags auf Übertragung von Ansprüchen gilt das Datum des Poststempels auf dem Umschlag oder das Datum der Empfangsbestätigung. Die Übertragung kann nur dann eine Anzahl von Ansprüchen betreffen, die unter der Einheit liegt, wenn sie der Gesamtheit der Ansprüche des Überlassers entspricht.

Das in § 2, Absatz 1 erwähnte Formular muss gemeinsam vom Überlasser und vom Übernehmer unterschrieben werden.

Wenn der Überlasser ein Zusammenschluss von natürlichen Personen ist, muss das in § 2, Absatz 1 erwähnte Formular von den gesamten Mitgliedern dieses Zusammenschlusses unterschrieben werden. Wenn der Überlasser eine juristische Person ist, muss es von den gesamten Geschäftsführern oder Verwaltern unterschrieben werden.

**Art. 3 - § 1.** Um die Mutterkuhprämie beziehen zu können, muss der Landwirt im Zeitraum vom 1. Mai bis zum 30. September des betreffenden Jahres anhand eines offiziellen Formulars einen Prämienantrag einreichen. Dieses Formular wird von Amts wegen allen Landwirten zugeschickt, die über Prämienansprüche verfügen.

Der in Absatz 1 erwähnte Landwirt, der kein Formular erhalten hat, kann sich ein Exemplar dieses Formulars bei der zuständigen Direktion der Außendienststellen besorgen.

§ 2. Das Antragsformular wird dem Landwirt in zweifacher Ausfertigung zugestellt. Die Abschrift ist für ihn bestimmt. Das ordnungsgemäß ausgefüllte und unterschriebene Original muss bei der zuständigen Direktion der Außendienststellen per Einschreiben eingereicht oder dort direkt gegen Empfangsbestätigung abgegeben werden. Als Tag der Einreichung des Antrags auf Prämie gilt das Datum des Poststempels auf dem Umschlag oder das Datum der Empfangsbestätigung.

§ 3. Je Landwirt darf nur ein Antrag auf Prämie pro Jahr gestellt werden.

§ 4. Auf seinem Antragsformular muss der Landwirt die Anzahl Mutterkühe und Färsen angeben, für die er die Prämie erhalten möchte.

§ 5. Um den Haltungsort gemäß Art. 16 der oben genannten Verordnung (EG) Nr. 796/2004 anzugeben, muss der Landwirt für jede Mutterkuh, für die er die Prämie beantragt, erklären, in welcher Produktionseinheit sich diese Mutterkuh während des vollständigen Haltungszeitraums befinden wird. Sollten sich die Mutterkühe während des betroffenen Haltungszeitraums ebenfalls auf anderen Ländereien befinden, als denjenigen, die in der Flächenerklärung desselben Jahres angegeben sind, muss der Landwirt die Verwaltung im Voraus darüber informieren; in Ermangelung dessen werden die Rinder als nicht im Betrieb anwesend betrachtet, ungeachtet weiterer eventueller Strafmaßnahmen.

Wenn ein Landwirt in Abweichung von Art. 31, Absatz 2 des vorerwähnten Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 die offizielle Genehmigung erhalten hat, um die Mutterkühe, für die er die Prämie beantragt, in einer Herde zu halten, für den die Identifizierungsdokumente eine andere Adresse als die Hauptadresse der Herde anführen, muss er seinem Antrag eine datierte und von der Förderagentur für die Sicherheit der Nahrungsmittelkette unterzeichnete Abschrift dieser Genehmigung beifügen. Diese Abweichung kann nur dann berücksichtigt werden, wenn die beiden Produktionseinheiten, zwischen denen Bewegungen erlaubt sind, ohne dass auf die üblichen Ankaufverfahren zurückgegriffen wird, vom selben Landwirt betrieben werden.

§ 6. Drei Wochen nach der Einreichung des Antrags wird dem Landwirt eine Empfangsbestätigung zugestellt, auf der alle Identifizierungsdaten seines Betriebs, die Haltungsorte der Rinder gemäß den Angaben auf seinem Formular sowie die Nummern der Rinder des Betriebs, die als Mutterkühe oder prämiensfähige Färsen betrachtet werden und die Nummern der anderen auf dem Betrieb befindlichen Rinder angegeben werden. Ab der Zusendung dieser Empfangsbestätigung verfügt der Landwirt über zehn Tage, um an seinem Antrag eventuelle Abänderungen anzubringen. In Ermangelung einer Reaktion des Landwirts innerhalb der vorgenannten Frist wird davon ausgegangen, dass die Daten, die auf dieser Empfangsbestätigung angeführt werden, vom Landwirt akzeptiert worden sind.

§ 7. Während des gesamten Haltungszeitraums muss der Antragsteller der zuständigen Direktion der Außendienststellen jede Verringerung ohne Ersatz der angegebenen Anzahl Mutterkühe oder jede Überschreitung der vorgeschriebenen Höchstanzahl Färsen innerhalb von zehn Kalendertagen nach dem betreffenden Ereignis schriftlich mitteilen, in Übereinstimmung mit Art. 125 der vorgenannten Verordnung (EG) Nr. 1782/2003.

§ 2. Jede Verringerung oder Überschreitung muss gebührend belegt werden.

**Art. 4 - § 1.** Die folgenden Bedingungen müssen zum Zeitpunkt der Einreichung des Antrags für jegliches weibliche Rind erfüllt werden:

1° das weibliche Rind muss mindestens einmal gekalbt haben und in der Sanitel-Datenbank als Mutter eines Kalbes erwähnt werden, oder, falls es sich um eine Färse handelt, mindestens acht Monate alt sein;

2° das weibliche Rind muss einer Fleischrasse angehören oder aus der Kreuzung mit einer Fleischrasse hervorgegangen sein und in der Sanitel-Datenbank als Fleischrasse oder gemischte Rasse eingetragen sein;

3° das weibliche Rind darf nicht während desselben Wirtschaftsjahrs in dem Prämienantrag eines anderen Landwirts für prämiensfähig befunden worden sein;

4° das weibliche Rind muss einer Herde weiblicher Rinder angehören, der für die Aufzucht von Kälbern für die Fleischerzeugung bestimmt ist. Außer in Ausnahmefällen kann eine Herde nur dann als Herde weiblicher Rinder, der für die Aufzucht von Kälbern für die Fleischerzeugung bestimmt ist, betrachtet werden, wenn während des Kalenderjahrs, während dessen der Antrag eingereicht wird, folgende Bedingungen erfüllt sind:

a) in dieser Herde beträgt die Anzahl der Geburten von Kälbern, die einer Fleischrasse oder einer gemischten Rasse angehören und in der Sanitel-Datenbank eingetragen sind, mindestens:

1) 70% der Anzahl Mutterkühe, für die der Landwirt die Prämie beantragt hat, wenn er die Prämie für mindestens 14 Rinder beantragt;

2) 60% der Anzahl Mutterkühe, für die der Landwirt die Prämie beantragt hat, wenn er die Prämie für weniger als 14, jedoch mehr als 7 Rinder beantragt;

3) 50% der Anzahl Mutterkühe, für die der Landwirt die Prämie beantragt hat, wenn er die Prämie für höchstens 7 Rinder beantragt;

b) wenigstens 50% der gemäß Punkt a) festgestellten Anzahl Kälber werden während mindestens drei

5° im Falle eines gekauften weiblichen Rindes muss dieses außer in Ausnahmefällen mindestens einmal im Betrieb des Antragstellers der Prämie abkalben und in der Sanitel-Datenbank als Mutter des betreffenden Kalbes eingetragen sein. Wenn ein gekauftes weibliches Rind, das in dem Prämienantrag in Betracht gezogen wurde, den Betrieb aus irgendeinem Grund verläßt, ohne wenigstens einmal während seines Aufenthalts im Betrieb gekalbt zu haben, wird für dieses Rind keine Prämie gewährt. Außerdem muss der Landwirt der Verwaltung den Abgang des betroffenen Rindes innerhalb von zehn Kalendertagen nach diesem Abgang mitteilen, unter Gefahr der Anwendung der in Art. 59 der oben genannten Verordnung (EG) Nr. 796/2004 vorgesehenen Strafmaßnahmen.

§ 2. Die Rinder, die während des Haltungszeitraums als Ersatztiere benutzt werden, müssen den im ersten Absatz angeführten Bedingungen genügen.

§ 3. Ein weibliches Rind, das den im ersten Absatz erwähnten Bedingungen genügt, wird im Sinne des vorliegenden Erlasses als Mutterkuh bezeichnet.

§ 4. Damit der Landwirt die Mutterkuhprämie beziehen kann, müssen alle Rinder seines Betriebs gemäß den Bestimmungen des Königlichen Erlasses vom 8. August 1997 identifiziert und registriert sein. Falls prämiensfähige Rinder mehrerer Landwirte einer gemeinsamen Sanitel-Herde angehören, wird die Mutterkuhprämie nur dann gewährt, wenn die Beziehung "Rind-Produktionseinheit" für jedes Rind des Landwirts vor der Einreichung des Antrags in Sanitel registriert ist und wenn diese Beziehung dauerhaft und ordnungsgemäß aktualisiert wird.

**Art. 5 - § 1.** Die Anzahl Mutterkühe, die für die Produktion der Referenzmengen Milch notwendig sind, die dem Erzeuger am 31. März des Jahres, für das die Prämie beantragt wird, zugeteilt werden, wird bestimmt anhand der theoretischen durchschnittlichen Milchleistung pro Kuh im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 oder der tatsächlichen durchschnittlichen Milchleistung (des Milchviehbestands) des Betriebs für das Jahr vor dem Prämienantrag. Gegebenenfalls erlaubt der Landwirt der in Anwendung des Ministerialerlasses vom 27. Februar 1991 über die Verbesserung der Rinderarten anerkannten Vereinigung, diese Leistung der Verwaltung mitzuteilen. In Ermangelung dessen obliegt es der Verwaltung, bei der oben erwähnten anerkannten Vereinigung zu prüfen, ob die ihr vom Landwirt mitgeteilten Daten in Sachen Milchkontrolle tatsächlich stimmen.

§ 2. Die einzelbetriebliche Milchreferenzmenge, die gemäß Art. 4 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004 über die Erhebung einer Zusatzabgabe im Sektor Milch und Milcherzeugnisse Gegenstand einer zeitweiligen Abtretung gewesen ist, wird der in § 1 gemeinten einzelbetrieblichen Milchreferenzmenge des übernehmenden Landwirts zugefügt und umgekehrt von der Referenzmenge des überlassenden Landwirts abgerechnet.

§ 3. Die prämiensfähige einzelbetriebliche Referenzmenge ist jedoch diejenige am 1. April des laufenden Kalenderjahrs in den folgenden Fällen:

- wenn der Landwirt während des Zeitraums, der am 31. März des laufenden Kalenderjahrs abläuft, Überlasser oder Übernehmer einer Referenzmenge ist, in Anwendung von Artikeln 1.15, 5, 9, 10 und 14 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004;

- wenn der Landwirt während des Zeitraums, der am 31. März des laufenden Kalenderjahrs abläuft, Überlasser oder Anspruchsberechtigter einer Referenzmenge ist, in Anwendung von Artikel 15 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 9. September 2004.

**Art. 6 -** Die Zahlung wird den Landwirten verweigert, die die Bedingungen zur Erlangung der Mutterkuhprämie künstlich geschaffen haben.

**Art. 7 -** Die Kontrolle der Einhaltung durch den Landwirt der Verpflichtungen in Zusammenhang mit der Regelung für die Mutterkuhprämie wird durch die Bediensteten der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region gewährleistet.

**Art. 8 -** Die Verwaltung ist mit der Zahlung der Prämien sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet getätigten Zahlungen beauftragt.

**Art. 9 -** Wurde ein Betrag anschließend an eine Nichtbeachtung der Verpflichtungen und/oder eine falsche Angabe des Landwirts ungeschuldet überwiesen und muss dieser daher eingefordert werden, so wird dieser Betrag um zum gesetzlichen Satz berechnete Zinsen erhöht.

Unabhängig der von der Verwaltung angewandten Beihilferegelung kann Letztere im Falle einer irrigerweise getätigten Zahlung oder einer Zusatzabgabe einen Ausgleich mit jeglichem Beihilfebetrags vornehmen, der dem Landwirt geschuldet wird.

**Art. 10 -** Bei Strafe von Verfall muss jeglicher Einspruch gegen in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung und des vorliegenden Erlasses getroffene Beschlüsse unter Gefahr der Nichtigkeit per innerhalb des Monats nach der Mitteilung des Beschlusses an die Verwaltung gerichtetes Einschreiben eingereicht werden.

Die Einreichung eines Einspruches hat keinen Einfluss auf die Aufhebung eines eventuellen Antrags auf Rückzahlung der ungeschuldet gezahlten Beträge.

**Art. 11 -** Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2008 wirksam.

Namur, den 21. Januar 2008

B. LUTGEN

VERTALING

#### MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2008 — 471

[2008/200474]

#### **21 JANUARI 2008. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoogkoeienpremie**

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 1276/2007 van de Commissie van 29 oktober 2007;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen;

Gelet op artikel 3, § 1, 2<sup>o</sup>, van de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, laatst gewijzigd bij de wet van 5 februari 1999 en bij de wet van 28 maart 2003 houdende wijziging van het koninklijk besluit van 22 februari 2001 houdende organisatie van de controles die worden verricht door het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen en tot wijziging van diverse wettelijke bepalingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 13 april 2006;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004 betreffende de toepassing van de heffing in de sector melk en zuivelproducten, laatst gewijzigd op 18 december 2007;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoogkoeienpremie;

Gelet op het overleg tussen de Gewestregeringen en de federale overheid op 7 januari 2008;  
 Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 oktober 2007;  
 Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 oktober 2007;  
 Gelet op het advies nr. 43.762/4 van de Raad van State, gegeven op 14 november 2007, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Overwegende dat de modaliteiten voor de toekenning van rechten op de zoogkoeienpremie aan de landbouwers vanaf 1 januari 2008 van toepassing zijn;

Overwegende dat de landbouwers zo spoedig mogelijk over die modaliteiten ingelicht dienen te worden;

Overwegende dat er in boetes voorzien is in geval van niet-naleving van de termijnen die bij de Europese regelgeving opgelegd zijn om de betrokken steun te storten aan de landbouwers of bij vertraging in de tenuitvoerlegging van de betrokken regelgevingen of bij slechte uitvoering,

Besluit :

**Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "besluit van de Waalse Regering" : het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de zoogkoeienpremie;

2° "veebeslag" : het geheel van runderen zoals omschreven in artikel 1, punt 7°, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 betreffende de identificatie, de registratie en de toepassingsmodaliteiten voor de epidemiologische bewaking van de runderen;

3° "Sanitel" : geautomatiseerd systeem voor de behandeling van de gegevens betreffende de identificatie en de registratie van runderen;

4° "paspoort" : het document bedoeld in artikel 16 van voornoemd koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

**Art. 2.** § 1. Overeenkomstig artikel 4, § 1, van het besluit van de Waalse Regering wordt een formulier voor de aanvraag tot overdracht van rechten op de zoogkoeienpremie met volledige bedrijfsovername per aangetekend schrijven verstuurd naar de bevoegde Directie Buitendiensten van het bestuur of tegen ontvangstbewijs afgegeven, ofwel in de loop van de maand februari van het betrokken jaar ofwel bij de indiening van de aanvraag voor de zoogkoeienpremie van het seizoen van hetzelfde jaar. De datum van de poststempel op de envelop of de datum van het ontvangstbewijs gelden als bewijs voor de datum van indiening van de aanvraag tot overdracht van rechten.

De overdrager moet zijn volledige rechten op de zoogkoeienpremie en zijn volledige bedrijf, namelijk alle productie-eenheden waarover hij beschikt op het tijdstip van de overdracht van zijn rechten op de zoogkoeienpremie naar de overnemer, definitief aan de overnemer afstaan. Daartoe dient een koopakte, een huurovereenkomst, een erfopvolgingsakte of een overnameovereenkomst gevoegd te worden bij het formulier voor de aanvraag tot overdracht bedoeld in lid 1.

De dag van de overdracht van de rechten op de zoogkoeienpremie verliest de overdrager zijn hoedanigheid van landbouwer en mag hij niet meer een landbouwactiviteit uitoefenen.

De overname van activiteiten bij de overdrager mag enkel plaatsvinden op een bedrijf dat geen verband houdt met het vorige wat betreft grond, gebouwen, veebestand.

Het formulier voor de aanvraag van de overdracht van rechten bedoeld in § 1, lid 1, dient ondertekend te worden door de overdrager en de overnemer tegelijk.

Indien de overdrager een groepering van natuurlijke personen is, moet het formulier voor de aanvraag tot overdracht bedoeld in lid 1, ondertekend worden door alle leden ervan. Als de overdrager een rechtspersoon is, moet het ondertekend worden door alle beheerders of bestuurders ervan.

§ 2. Overeenkomstig artikel 4, lid 2, van het besluit van de Waalse Regering wordt een formulier voor de aanvraag tot overdracht van rechten op de zoogkoeienpremie zonder volledige bedrijfsovername per aangetekend schrijven verstuurd naar de bevoegde Directie Buitendiensten van het bestuur of tegen ontvangstbewijs afgegeven, ofwel in de loop van de maand februari van het betrokken jaar.

De datum van de poststempel op de envelop of de datum van het ontvangstbewijs gelden als bewijs voor de datum van indiening van de aanvraag tot overdracht van rechten. De overdracht mag enkel betrekking hebben op een aantal rechten dat minder bedraagt dan de eenheid als het overeenstemt met het totaal aantal rechten van de overdrager.

Het formulier voor de aanvraag van de overdracht van rechten bedoeld in § 2, lid 1, dient ondertekend te worden door de overdrager en de overnemer tegelijk.

Indien de overdrager een groepering van natuurlijke personen is, moet het formulier voor de aanvraag tot overdracht bedoeld in § 2, lid 1, ondertekend worden door alle leden ervan. Als de overdrager een rechtspersoon is, moet het ondertekend worden door alle beheerders of bestuurders ervan.

**Art. 3.** § 1. Om in aanmerking te kunnen komen voor de zoogkoeienpremie, dient de landbouwer een premieaanvraag in te dienen in de periode van 1 mei tot 30 september van het betrokken jaar, onder gebruikmaking van een officieel formulier. Dat formulier wordt ambtshalve verstuurd naar elke landbouwer die over rechten op de premie beschikt.

De landbouwer bedoeld in het eerste lid die geen formulier gekregen heeft, kan er zich een duplicaat van verschaffen bij de bevoegde Directie Buitendiensten.

§ 2. Het aanvraagformulier wordt in twee exemplaren aan de landbouwer overgemaakt. Het afschrift is voor hem bestemd. Het origineel, behoorlijk ingevuld en ondertekend, wordt bij aangetekend schrijven ingediend bij de bevoegde Directie Buitendiensten of tegen ontvangstbewijs afgegeven. De datum van de poststempel op de envelop of de datum van het ontvangstbewijs gelden als bewijs voor de datum van indiening van de premieaanvraag.

§ 3. Er wordt per landbouwer en per jaar slechts één aanvraag toegelaten.

§ 4. Op diens premieaanvraagformulier dient de landbouwer het aantal zoogkoeien en vaarzen aan te geven waarvoor hij de premie wenst te verkrijgen.

§ 5. Om de plaats van het aanhouden, zoals bepaald in artikel 16 van voornoemde Verordening (EG) nr. 796/2004, aan te geven, moet de landbouwer voor elke zoogkoe waarvoor hij de premie aanvraagt, aangeven in welke productie-eenheid die zoogkoe zich bevindt tijdens de volledige aanhoudperiode. Mochten aangegeven zoogkoeien zich tijdens de betrokken aanhoudperiode eveneens op andere gronden bevinden dan die, aangegeven in de oppervlakte-aangifte van hetzelfde jaar, moet de landbouwer het bestuur daar op voorhand over inlichten, zoniet worden de runderen beschouwd als van het bedrijf afwezig zijnd, onverminderd eventuele andere straffen.

Indien een landbouwer officieel de machtiging gekregen heeft in afwijking van artikel 31, tweede lid, van het koninklijk besluit van 8 augustus 1997 om zoogkoeien aan te houden waarvoor hij de premie aanvraagt in een beslag waarvoor de identificatiedocumenten een ander adres vermelden dan het hoofadres van het bestand, dient hij bij zijn

aanvraag een afschrift van die machtiging te voegen die gedagtekend en ondertekend is door het Federale Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen. Die afwijking kan enkel in overweging worden genomen indien de twee productie-eenheden waartussen de bewegingen toegelaten zijn zonder een beroep hoeven te doen op de gebruikelijke aankoopprocedures, door dezelfde landbouwer worden uitgebaat.

§ 6. Drie weken na de indiening van de aanvraag wordt er een bericht van ontvangst gericht aan de landbouwer, waarop alle identificatiegegevens van zijn bedrijf, de aanhoudingsplaatsen van de runderen zoals op zijn formulier aangegeven, evenals de nummers van de runderen van het bedrijf weerhouden als premiegerechtigde zoogkoeien en vaarzen en de nummers van de andere runderen die aanwezig zijn op het bedrijf, vermeld staan. Te rekenen van het versturen van dat bericht van ontvangst beschikt de landbouwer over tien kalenderdagen om eventuele wijzigingen aan te brengen in zijn aanvraag. Bij uitblijven van een reactie van de landbouwer binnen voornoemde termijn worden de gegevens vermeld op dat bericht van ontvangst beschouwd als aanvaard door de landbouwer.

§ 7. De aanvrager moet gedurende de gehele aanhoudperiode de bevoegde Directie Buitendiensten schriftelijk binnen de tien werkdagen volgend op het gebeurd elke vermindering zonder vervanging van het aangegeven aantal zoogkoeien of elke overschrijding van het voorgeschreven maximumaantal vaarzen of elke vermindering van het aantal vaarzen tot onder het voorgeschreven minimumaantal vaarzen zoals bepaald bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 zoals voornoemd, artikel 125, § 2, mededelen.

§ 2. Elke vermindering of elke overschrijding dient door bewijzen verantwoord te worden.

**Art. 4.** § 1. Aan volgende voorwaarden dient te worden voldaan voor elk vrouwelijk rund op het tijdstip van indiening van de aanvraag :

1° het vrouwelijk rund moet minstens één keer gekalfd hebben en als moeder van een kalf in Sanitel geregistreerd zijn of, in geval van een vaars, minstens acht maanden oud zijn;

2° het vrouwelijk rund behoort tot een vleesras of is verkregen door kruising met een vleesras en is in Sanitel geregistreerd als zijnde van een vleesrastype of een gemengd rastype;

3° het vrouwelijk rund mag nog niet eerder premiegerechtigd zijn bevonden in een premieaanvraag van een andere landbouwer voor dezelfde campagne;

4° het vrouwelijk rund moet deel uitmaken van een vrouwelijk rundveebestand dat dient voor de kalverkweek met het oog op vleesproductie. Behoudens uitzonderlijke gevallen mag een veebestand niet beschouwd worden als een vrouwelijk rundveebeslag bestemd voor de kalverkweek met het oog op vleesproductie dan tijdens het kalenderjaar waarin de aanvraag is ingediend aan volgende voorwaarden is voldaan :

a) in dat veebeslag bedraagt het aantal geboortes van kalveren van het vleesras of gemengd ras, geregistreerd in Sanitel, minstens :

1) 70 % van het aantal zoogkoeien waarvoor de landbouwer de premie heeft aangevraagd indien hij de premie aanvraagt voor veertien runderen of meer;

2) 60 % van het aantal zoogkoeien waarvoor de landbouwer de premie heeft aangevraagd indien hij de premie aanvraagt voor minder dan veertien en meer dan zeven runderen;

3) 50 % van het aantal zoogkoeien waarvoor de landbouwer de premie heeft aangevraagd indien hij de premie aanvraagt voor zeven runderen of minder;

b) minstens 50 % van het aantal kalveren berekend volgens punt a) gehouden worden in het veebeslag tijdens een minimumperiode van drie maanden;

5° in het geval van een aangekocht vrouwelijk rund moet het, behoudens uitzonderlijke gevallen, minstens één keer gekalfd hebben in het bedrijf van de premieaanvrager en geregistreerd zijn in Sanitel als moeder van het betrokken kalf. Als een aangekocht vrouwelijk rund, aangehouden in de premieaanvraag, het bedrijf verlaat, om welke reden ook, zonder minstens één keer gekalfd te hebben tijdens zijn verblijf in het bedrijf, wordt er voor het rund waarvan sprake geen enkele premie toegekend. Daarnaast dient de landbouwer het bestuur mede te delen dat het betrokken rund het bedrijf verlaat binnen de tien kalenderdagen volgend op die gebeurtenis, op straffe van de toepassing van de straffen van artikel 59 van Verordening (EG) nr. 796/2004.

§ 2. De runderen die gebruikt worden als vervangingsdieren gedurende de aanhoudingsperiode dienen te voldoen aan de voorwaarden verwoord in § 1.

§ 3. Een vrouwelijk rund dat beantwoordt aan bovenvermelde voorwaarden van § 1 wordt zoogkoe genoemd in de zin van dit besluit.

§ 4. Wil de landbouwer in aanmerking komen voor de zoogkoeienpremie, dienen alle runderen van zijn bedrijf geïdentificeerd en geregistreerd te worden overeenkomstig de bepalingen van voornoemd koninklijk besluit van 8 augustus 1997.

In het geval waarin runderen van meerdere premiegerechtigde landbouwers aan een gemeenschappelijk Sanitel-veebeslag behoren, wordt de zoogkoeienpremie enkel toegekend indien voor de indiening van de aanvraag de relatie "rond-productie-eenheid" in Sanitel geregistreerd is voor elk rund van de landbouwer en indien die relatie geactualiseerd wordt op permanente en conforme wijze.

**Art. 5.** § 1. Het aantal zoogkoeien dat nodig is voor de productie van de referentiehoeveelheden melk toegewezen aan de producent op 31 maart van het jaar waarvoor de premie is aangevraagd, wordt bepaald middels het theoretisch gemiddelde melkrendement per koe zoals bepaald bij Verordening (EG) nr. 1973/2004 zoals voornoemd of middels het daadwerkelijk gemiddelde melkrendement (van het melkveebeslag) van het bedrijf, vastgesteld voor het jaar dat aan de premieaanvraag voorafgaat. In voorkomend geval laat de landbouwer de vereniging erkend overeenkomstig het ministerieel besluit van 27 februari 1991 betreffende de verbetering van het rundersoort toe dat rendement mede te delen aan het bestuur. Zoniet gaat het bestuur zelf bij bovenvermelde erkende vereniging na of de gegevens van de melkcontrole die de landbouwer medegedeeld heeft, juist zijn.

§ 2. De individuele referentiehoeveelheid melk die het voorwerp heeft uitgemaakt van de tijdelijke afstand overeenkomstig artikel 4 van het besluit van de Waalse Regering van 9 december 2004 betreffende de toepassing van de extra heffing in de sector melk en zuivelproducten wordt toegevoegd aan de individuele referentiehoeveelheid bedoeld in § 1 van de landbouwer-overnemer en, omgekeerd, afgetrokken van de referentiehoeveelheid van de landbouwer-overlater.

§ 3. De individuele referentiehoeveelheid die in aanmerking komt is evenwel de hoeveelheid op 1 april van het lopende kalenderjaar in volgende gevallen :

- indien de landbouwer overdrager of overnemer is van een referentiehoeveelheid tijdens de periode die eindigt op 31 maart van het lopende kalenderjaar maar met uitwerking op de eerstvolgende 1e april overeenkomstig de artikelen 1.15, 5, 9, 10 en 14 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004;

- indien de landbouwer overdrager of verkrijger is van een referentiehoeveelheid tijdens de periode die eindigt op 31 maart van het lopende kalenderjaar maar met uitwerking op de eerstvolgende 1 april, overeenkomstig artikel 15 van het besluit van de Waalse Regering van 9 september 2004.

**Art. 6.** De betaling wordt geweigerd aan de producenten die op kunstmatige manier de voorwaarden tot stand hebben gebracht om de zoogkoeienpremie te verkrijgen.

**Art. 7.** Het nagaan van de inachtneming door de landbouwer van de verplichtingen van de zoogkoeienpremie-regeling wordt verricht door de personeelsleden van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest.

**Art. 8.** Het bestuur wordt belast met de betaling van de premies en met de inning van de onverschuldigd betaalde bedragen.

**Art. 9.** Bij bedragen die onverschuldigd betaald worden ten gevolge van de niet-naleving van de verbintenissen en/of ten gevolge van een valse aangifte van de landbouwer en die teruggeïnd dienen te worden, worden die onverschuldigde bedragen vermeerderd met een intrest tegen de wettelijke rentevoet.

Ongeacht de steunregeling die door het bestuur beheerd wordt, kan het bestuur bij een onverschuldigd gestort bedrag of bij een bijkomende heffing, een compensatie verrichten met elk ander steunbedrag dat aan de producent verschuldigd is.

**Art. 10.** Op straffe van uitsluiting moet het beroep tegen de beslissingen getroffen overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering en diens toepassingsmodaliteiten op straffe van nietigheid bij aangetekend schrijven worden ingediend bij het bestuur binnen één maand volgend op de mededeling van de beslissing.

De indiening van een beroep is van generlei invloed op de opschorting van een eventuele aanvraag tot terugbetaling van de onverschuldigd betaalde bedragen.

**Art. 11.** Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2008.

Namen, 21 januari 2008.

B. LUTGEN

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### MINISTERIE

#### VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2008 — 472

[C - 2008/31066]

**29 NOVEMBER 2007.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot wijziging van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 28 november 2002 houdende oprichting van een Raad voor Economische Coördinatie

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd door de wet van 8 augustus 1988, door de bijzondere wet van 16 januari 1989 en door de bijzondere wet van 16 juli 1993 ter vervollediging van de federale staatsstructuur;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd door de bijzondere wetten van 5 mei en 16 juli 1993;

Gelet op het besluit van 28 november 2002 houdende oprichting van een Raad voor Economische Coördinatie;

Overwegende dat het advies van het Instituut ter bevordering van het Wetenschappelijk Onderzoek en de Innovatie van Brussel (IWOIB) noodzakelijk is voor de vervulling van de opdrachten van de Raad voor Economische Coördinatie.

Op voordracht van de Minister van Economie :

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Artikel 2, § 2, van het besluit van 28 november 2002 wordt als volgt aangevuld :

De directeur-generaal en de adjunct-directeur-generaal van het IWOIB.

**Art. 2.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Brussel, 29 november 2007.

Voor de Brusselse Hoofdstedelijke Regering :

De Minister-Voorzitter van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering belast met Plaatselijke Besturen, Ruimtelijke Ordening, Monumenten en Landschappen, Stadsvernieuwing, Openbare Netheid en Ontwikkelingssamenwerking,

Ch. PICQUE

De Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Wetenschappelijk Onderzoek, Brandbestrijding en Dringende Medische Hulp,

B. CEREXHE

### MINISTERE

#### DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2008 — 472

[C - 2008/31066]

**29 NOVEMBRE 2007.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 28 novembre 2002 portant création d'un Conseil de Coordination économique

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, par la loi spéciale du 16 janvier 1989 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par les lois spéciales des 5 mai et 16 juillet 1993;

Vu l'arrêté du 28 novembre 2002 portant création d'un Conseil de Coordination économique;

Considérant que l'avis de l'Institut d'Encouragement de la Recherche scientifique et l'Innovation de Bruxelles est nécessaire à l'accomplissement des missions du Conseil de Coordination économique.

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2, § 2, de l'arrêté du 28 novembre 2002 est complété comme suit :

Le Directeur général et le Directeur général adjoint de l'IRSIB.

**Art. 2.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 29 novembre 2007.

Pour le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale :

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé des Pouvoirs locaux, de l'Aménagement du Territoire, des Monuments et Sites, de la Rénovation Urbaine, de la Propreté publique et de la Coopération au Développement,

Ch. PICQUE

Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie, de la Recherche scientifique, de la Lutte contre l'Incendie et de l'Aide médicale urgente

B. CEREXHE